

**Efficacité de
l'assistance technique :**
comment l'assistance fournie
aux pays SUN par MQSUN+
(2017–2020) a-t-elle contribué
aux efforts visant développer la
nutrition à grande échelle ?



Guinée

Efficacité de l'assistance technique : comment l'assistance fournie aux pays SUN par MQSUN+ (2017–2020) a-t-elle contribué aux efforts visant développer la nutrition à grande échelle ?

Guinée

Principales constatations

- La participation des parties prenantes infranationales à la conception de l'assistance technique (AT) est essentielle pour garantir la prise en compte de leurs besoins en matière d'AT et améliorer leur maîtrise du processus.
- La mise à disposition d'un expert dédié à l'égalité du genre, l'équité et l'inclusion sociale (GESI) et à la nutrition contribuerait à garantir une meilleure prise en compte de ces questions dans les plans nationaux.
- La présence d'une équipe nationale de base chargée d'assurer la liaison avec le consultant en AT, comprenant des femmes et des représentants d'autres groupes marginalisés, peut améliorer la rapidité du processus et contribuer à garantir une meilleure prise en compte et utilisation des services d'AT à l'avenir.
- Un plan de validation et de distribution chiffré et financé pour tous les outputs pertinents de l'AT aiderait à la distribution et à l'utilisation des outputs de l'AT, en particulier au niveau infranational.
- La prolongation de l'assistance technique est à envisager pour soutenir les parties prenantes des pays dans la distribution des outputs de cette assistance technique et la mise en place de systèmes en permettant une utilisation efficace.

1. Introduction

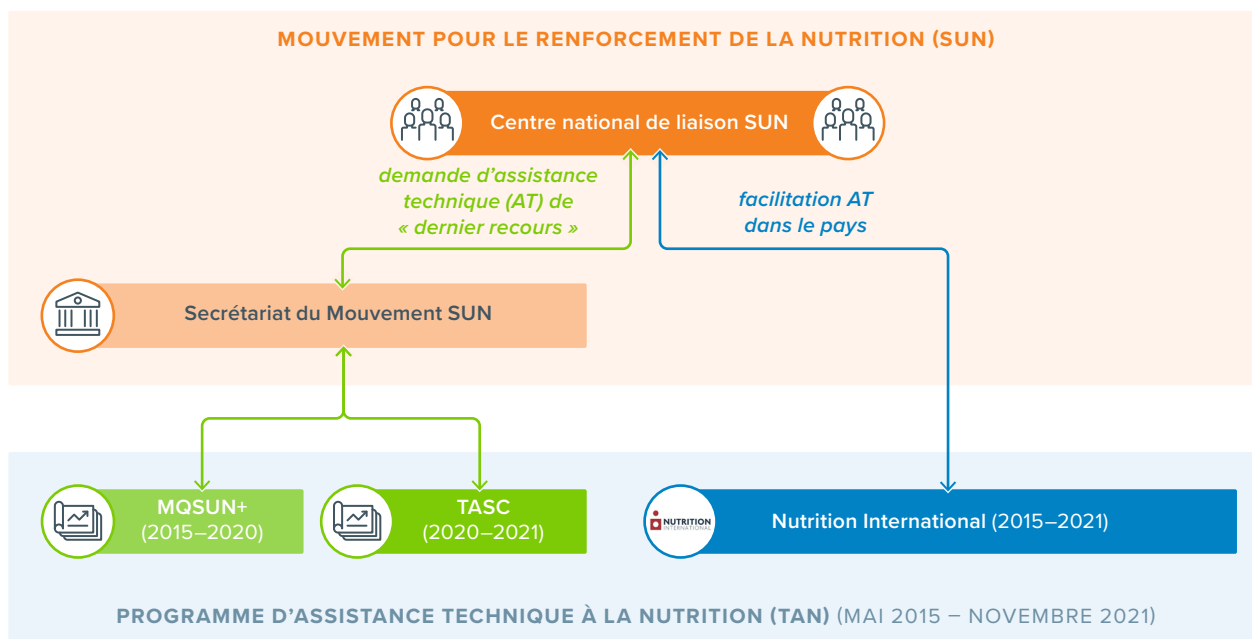
1.1. Programme d'assistance technique pour la nutrition

Le programme d'assistance technique pour la nutrition (TAN) est une initiative menée sur 6,5 ans (mai 2015-novembre 2021) et financée par le bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) dont le budget s'élève à 35,8 millions de livres sterling et qui apporte un soutien au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) et au personnel du FCDO. De 2015 à 2020, le TAN a proposé le programme Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition Plus (MQSUN+), un dispositif d'assistance technique (AT) auquel les pays SUN pouvaient accéder. MQSUN+ a été conçu pour fournir une assistance technique de dernier recours (c'est-à-dire lorsqu'aucune autre option ou compétence pour satisfaire les besoins d'assistance technique n'était disponible au niveau national). Il recevait des missions d'expertise spécifiques à un contexte donné de la part des points focaux du SUN, et ce, par l'intermédiaire du Secrétariat du Mouvement SUN (SMS). Cette structure a promu un modèle « axé sur la demande ». Ce modèle permettait la mise à disposition d'un soutien et une expertise techniques afin de pallier les carences en matière de conception et de mise en œuvre de plans nutritionnels nationaux multisectoriels et d'autres éléments clés du cycle de planification et de mise en œuvre du gouvernement.

Au terme du MQSUN+ en 2020, le projet d'assistance technique en faveur du renforcement des capacités (TASC) a été établi en tant que mécanisme d'assistance technique de suivi avec une approche similaire, dirigé par DAI avec NutritionWorks et Development Initiatives en qualité de partenaires du consortium.

En plus de MQSUN+, les pays ont pu accéder à l'assistance technique par le biais du mécanisme d'assistance technique pour la nutrition de Nutrition International (NTEAM), dans le cadre du programme TAN. Nutrition International (NI) fournit un soutien à plus long terme dans le pays, répondant aux demandes directes du point focal SUN et convenues lors de la définition des priorités avec les membres des plateformes multipartites.

Figure 1: demandes des pays à MQSUN+, TASC et NI



1.2. But/objectifs de l'étude de cas

Pour comprendre l'efficacité de la conception et de la fourniture de l'AT, TASC a entrepris une série d'études de cas de l'AT fournie par MQSUN+ à un certain nombre de pays, sélectionnés selon une série de critères prédéfinis.¹ Les études ont été entreprises en consultation avec l'organisation PATH, le responsable du consortium MQSUN+, mais sans sa participation directe. Ces études de cas seront utilisées pour déterminer les meilleures pratiques et les enseignements afin de faciliter la conception et la fourniture futures de l'assistance technique.

À l'aide des critères prédéfinis, l'équipe d'examen a sélectionné six pays d'étude de cas parmi une liste de 14 pays où MQSUN+ a fourni une AT entre 2017 et 2020. La Guinée a été sélectionnée sur la base de la variété des produits livrables (politique de nutrition, plan stratégique de nutrition, cartographie des parties prenantes de la nutrition, et un plan de plaidoyer et de communication).

Les études de cas visaient à évaluer l'efficacité de l'ensemble du processus d'AT, y compris la conception, la fourniture, la production d'outputs ainsi que la prise en compte et l'utilisation ultérieures, portaient sur les éléments suivants :

- Pertinence et réactivité par rapport au contexte, aux priorités et aux besoins du pays
- Capacité du pays à contribuer aux outputs de l'AT et à les intégrer
- Qualité et accessibilité des outputs

¹ Contexte stable/fragile affecté par un conflit ; fourniture d'assistance technique à long/court terme ; types de soutien fournis (plans/politiques nationaux de nutrition, stratégies de plaidoyer/communication, plans de suivi et d'évaluation, calcul des coûts, développement de feuilles de route, etc.) ; fourniture à distance ou dans le pays ; situation géographique et langue

- Contribution des outputs de l'AT à : l'échelle, l'amélioration des résultats du GESI, la gouvernance, la coordination et la collaboration multisectorielles, l'amélioration de la qualité des programmes et des politiques, l'amélioration du suivi des progrès en matière de nutrition, l'efficacité de la mobilisation des ressources

Les principaux enseignements tirés de cette étude seront intégrés dans un rapport de synthèse et une note d'orientation à l'usage des demandeurs d'assistance technique (par exemple, les gouvernements des pays et d'autres partenaires) et des prestataires d'assistance technique (SMS, prestataires d'assistance technique nationaux et internationaux, organismes des Nations Unies [ONU]).

2. Contexte de l'étude de cas

2.1. Situation nutritionnelle en Guinée

L'économie guinéenne dépend largement de l'exploitation minière et de l'agriculture. Cependant, la faible productivité, les mauvaises techniques agricoles et les importantes pertes après récolte minent le secteur agricole, tandis que la mauvaise infrastructure routière entrave l'accès aux marchés. En outre, la Guinée est confrontée à des défis socio-économiques et politiques majeurs, 20 % de la population guinéenne vit dans l'extrême pauvreté et plus de 17 % des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire.² Cette situation est exacerbée par la forte prévalence des maladies infectieuses et les comportements limités en matière de recherche de soins de la population après l'épidémie d'Ebola de 2014.³

La situation nutritionnelle des femmes et des enfants en Guinée reste précaire. En 2020, 30,3 % des enfants de moins de cinq ans présentaient un retard de croissance, 9,2 % des enfants de moins de cinq ans souffraient d'émaciation et 50,6 % des femmes en âge de procréer étaient anémiques.⁴

La Guinée a rejoint le Mouvement SUN en 2013, avec une lettre d'engagement conjointe de trois ministres du gouvernement issus des ministères de la Santé, de l'Agriculture et de la Protection sociale. Une plateforme multisectorielle, le Groupe de travail technique pour la nutrition et l'alimentation (GTNA),⁵ a été mise en place et a été fonctionnelle jusqu'à l'épidémie d'Ebola de 2014, où elle est devenue le pôle sécurité alimentaire et nutrition.⁶ En mars 2016, la plateforme multisectorielle a effectué avec succès la transition vers le GTNA, dirigé par le ministère de la Santé.⁷ Le GTNA est composé d'environ 35 représentants des ministères sectoriels du gouvernement (à la fois concernés par la nutrition et les questions liées à la nutrition), de la société civile (organisations non gouvernementales internationales et locales), des organismes des Nations Unies et du secteur privé.

2.2. Assistance technique MQSUN+ en Guinée

MQSUN+ a fourni une AT à la Guinée entre mai 2018 et avril 2020 pour développer une série de produits, en collaborant étroitement avec le point focal SUN basé au ministère de la Santé à Conakry, la capitale. Les produits d'AT comprenaient :

1. La Politique nationale multisectorielle de nutrition de la Guinée (2018-2030)⁸
2. Le budget de la Politique nationale multisectorielle de nutrition de la Guinée (2018-2030)
3. Plan stratégique national multisectoriel de nutrition (2019-2024),⁹ qui a été chiffré
4. Le recensement des acteurs de la nutrition en Guinée et propositions de mise à l'échelle¹⁰
5. La stratégie de communication et de plaidoyer – Plan d'activités 2019-2020¹¹

2 FIDA, Investir dans les populations rurales en Guinée, juin 2019

3 PRINTEMPS Guinea Nutrition Assessment 2015 (Évaluation de la nutrition en Guinée)

<https://www.spring-nutrition.org/publications/reports/guinea-nutrition-assessment> [consulté le 28/08/2021]

4 Rapport sur la nutrition mondiale 2020

5 Groupe technique de nutrition et alimentation

6 Site Web SUN pour la Guinée <https://scalingupnutrition.org/sun-countries/guinea/> [consulté le 26/08/2021]

7 Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN en Guinée 2016

8 Politique nationale multisectorielle de nutrition de la Guinée (2018–2030)

9 Plan stratégique national multisectoriel de nutrition (2019-2024)

10 Recensement des intervenants des actions en nutrition en Guinée et propositions de la mise à l'échelle

11 Stratégie de communication et de plaidoyer – Plan d'activités 2019–2020

L'examen de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et du plan stratégique national multisectoriel de nutrition a été achevé en octobre 2018, et les autres produits ont été finalisés fin octobre 2019. Cependant, l'équipe PATH a dû procéder à des contrôles de qualité supplémentaires et les produits finalisés n'ont été livrés qu'en mai 2020.

3. Méthodes et limites

Une structure générale a été élaborée en vue d'une consultation des parties prenantes du pays par le biais d'entretiens avec des informateurs clés et de discussions en groupe. Elle s'est basée sur les objectifs et les domaines clés de l'examen (détaillés ci-dessus) et a été adaptée en fonction du contexte du pays, du type d'AT fournie et des parties prenantes concernées. En raison de la pandémie de COVID-19, les entretiens ont été menés à distance, via Microsoft Teams.

Le représentant de l'équipe de liaison pays SMS pour la Guinée a assuré la communication avec le point focal SUN en Guinée, la Dr Diény Kaba, qui est également la Directrice Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition. La Dr Kaba a confié la tâche consistant à répondre à cet entretien au Dr Mamady Daffé, l'ancien point focal SUN au moment de l'assistance technique. En outre, la liste des participants au lancement de la Politique nationale multisectorielle de nutrition a été examinée afin de recenser d'autres personnes susceptibles d'être interrogées.

Au total, 18 parties prenantes ont été invitées à participer à cet exercice, dont l'ancien point focal SUN, des représentants de ministères (secteurs sensibles à la nutrition et secteurs spécialisés dans la nutrition), de la société civile (organisations non gouvernementales internationales et locales), des agences des Nations Unies, un membre de PATH et des prestataires d'assistance technique. Aucun membre de la communauté des bailleurs n'a répondu à la demande d'entretien. Au total, 11 personnes ont répondu et participé aux entretiens.

Sept parties prenantes n'ont pu être jointes ou ne se sont pas présentées aux rendez-vous fixés. Plusieurs répondants qui ont participé à l'approbation des produits finaux de l'AT n'avaient pas pris part auparavant à la conception et au processus de l'AT, soit parce qu'on ne leur avait pas demandé de participer, soit en raison du renouvellement du personnel. L'AT a été achevée juste avant la pandémie de COVID-19, et de ce fait, une grande partie du travail de suivi n'a pas été initiée avant 2021.

4. Résultats

4.1. Conception de l'AT

4.1.1. Demande d'assistance technique et priorités

Le gouvernement a effectué une analyse de la situation qui a été utilisée pour aider à définir les besoins d'assistance technique. Elles ont ensuite été discutées lors de l'évaluation annuelle conjointe (JAA) du SUN 2016, dirigée par le point focal du SUN avec la participation des membres du GTNA. Pour aider les pays à définir leurs besoins, le modèle de rapport d'auto-évaluation SUN présente les services disponibles pour aider les pays SUN à réaliser leurs priorités nationales en matière de nutrition. En utilisant cette liste comme point de départ, les priorités de la Guinée pour 2016-2017 ont été établies. Elles comprennent notamment :

- Quatorze priorités relatives à la « Gestion du cycle politique et budgétaire »
- Douze priorités relatives à la « Mobilisation sociale, plaidoyer et communication »
- Cinq priorités relatives à la « Coordination »

De plus amples détails sont disponibles dans le Rapport annuel d'avancement 2016 de la Guinée du Mouvement SUN.¹²

¹² <https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2016/06/Guinea-Conakry-Joint-Assessment-2016-Fran%C3%A7ais.pdf> [consulté le 4/10/2021]

Les besoins définis en matière d'AT ont été précisés et classés par ordre de priorité par les parties prenantes des pays en consultation avec le SMS lors du rassemblement mondial SUN à Abidjan en 2017. La Guinée a ensuite soumis sa demande d'assistance technique au SMS, et des termes de référence (TdR) ont été élaborés et partagés avec MQSUN+, qui a sélectionné une équipe de consultants internationaux pour aider la Guinée à développer les produits décrits dans la section 3.

La Guinée a mis à jour la politique nationale de nutrition de 2005 et a élaboré un plan national multisectoriel de nutrition, bien que les participants à l'atelier d'auto-évaluation aient tous estimé qu'une révision de ces documents serait bénéfique, afin de s'assurer qu'ils reflètent les dernières données mondiales et qu'ils sont réellement multisectoriels. En outre, les participants ont convenu que le recensement des parties prenantes et l'évaluation des coûts du plan seraient essentiels à son déploiement. Compte tenu du regain d'intérêt pour la nutrition et de la nécessité urgente d'attirer des fonds (provenant à la fois du budget du gouvernement et des bailleurs), tous les participants ont noté la nécessité d'un document de plaidoyer clair comme une priorité essentielle. De nombreuses personnes interrogées ont déclaré que la nutrition en Guinée étant systématiquement sous-financée, et donc la nécessité de collecter des fonds a été à la base du développement de l'ensemble des produits.

4.1.2. Réflexions concernant la capacité

La capacité de la Guinée à répondre aux besoins d'assistance technique prioritaires a été prise en compte dans la demande finale d'assistance technique soumise au SMS, qui a ensuite contacté MQSUN+. Un répondant a souligné la faiblesse des capacités nationales en matière de nutrition, le pays n'ayant commencé à accorder la priorité à la nutrition qu'au cours des dernières années, nécessitant ainsi des consultants internationaux pour élaborer des documents stratégiques multisectoriels solides pour le pays. Plusieurs répondants ont relevé la valeur ajoutée importante et indispensable des consultants internationaux pour rassembler les différentes parties prenantes et favoriser le dialogue multisectoriel entre les participants.

En réponse à cette demande, MQSUN+ a engagé quatre consultants internationaux pour fournir une assistance technique à la Guinée : deux consultants pour la révision du plan stratégique national multisectoriel de nutrition, la politique et l'exercice de cartographie ; un consultant pour la budgétisation du plan ; et un consultant pour le développement du document de communication et de plaidoyer. Un consultant local a également été recruté pour assurer le soutien et le suivi dans le pays. Toutes les personnes interrogées ont déclaré que les consultants internationaux avaient une excellente expérience dans leurs domaines d'expertise et que leurs contributions étaient bien accueillies.

En outre, l'UNICEF et l'OMS ont pris en charge les coûts logistiques non couverts par MQSUN+, tels que ceux liés aux lieux de réunion, aux ateliers, les frais de transport et les indemnités journalières des participants.

4.1.3. Participation des parties prenantes

Les personnes interrogées ont trouvé que le processus de définition des besoins d'assistance technique a été mené de manière inclusive, en mobilisant différentes parties prenantes au niveau national. Cependant, les parties prenantes infranationales n'ont pas été incluses, pas plus que les femmes ou les représentants d'autres groupes potentiellement marginalisés. Les motifs invoqués pour justifier la non-inclusion de ces participants étaient le manque de temps et les coûts, bien qu'un répondant au niveau infranational ait déclaré qu'il aurait été prêt à se rendre à la réunion s'il avait été invité.

Un atelier visant à élaborer conjointement des contributions pour le rapport 2016 du Mouvement SUN JAA a réuni 17 des 35 membres du GTNA. Il était composé de sept membres du personnel gouvernemental issus des ministères des secteurs concernés par la nutrition et des secteurs spécialisés dans la nutrition, de quatre membres de la société civile, d'un représentant de l'université, de trois membres du personnel des Nations Unies, d'un représentant du secteur

privé et d'une personne de l'Assemblée nationale.¹³ Les besoins d'assistance technique liés à la nutrition et la capacité des pays à répondre à ces besoins ont été discutés au cours de cet atelier. Sur la base d'un examen des plans d'action d'autres pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le GTNA a reconnu la nécessité de recruter un consultant international pour soutenir la révision de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et du Plan stratégique national multisectoriel de nutrition. Le réseau des Nations Unies a été contacté pour voir s'il était en mesure de financer ces consultants, mais de nombreux organismes n'avaient ni les capacités ni les fonds nécessaires pour répondre à la demande. C'est pourquoi, en tant que fournisseur d'assistance technique de dernier recours, MQSUN+ a été contacté pour combler ce manque de capacité indispensable.

Plusieurs personnes interrogées ont noté que le manque de participation des bailleurs à la définition de l'AT était un obstacle au développement des produits et à la collecte ultérieure de fonds pour le plan d'action multisectoriel pour la nutrition.

Comme mentionné ci-dessus, les parties prenantes infranationales n'ont pas pris part à la définition des besoins de l'AT, et par conséquent, sa conception ne tient pas compte de leurs besoins. Un répondant a déclaré qu'il aurait aimé recevoir une formation sur la communication efficace pour la collecte de fonds et le plaidoyer, qu'il aurait pu utiliser au niveau local. Plusieurs répondants ont noté l'importance d'inclure ces parties prenantes dans les futurs processus d'AT.

4.1.4. Genre, équité et inclusion sociale

La prise en compte du genre, de l'équité et de l'inclusion sociale était incluse dans les termes de référence de l'AT, et les personnes interrogées ont mentionné que des données ventilées par sexe avaient été utilisées dans l'analyse situationnelle la plus récente qui a guidé la définition des besoins d'AT. Cependant, malgré la participation du ministère de l'Action sociale à la détermination de l'AT, les seuls besoins spécifiques au GESI recensés étaient :

1. Faire participer les parlementaires aux activités de plaidoyer législatif, le suivi budgétaire et la sensibilisation du public (soutien au Forum des femmes parlementaires pour accompagner l'engagement législatif)
2. Établir des structures et/ou des processus décentralisés qui favorisent la planification et l'action locales et créent un processus de retour d'informations entre les niveaux central et local, y compris pour les groupes communautaires et les groupes vulnérables
3. Soutenir les ménages vulnérables en leur fournissant des intrants et des équipements agricoles, bien que cela ait été partiellement soutenu par le ministère de l'Agriculture, la FAO et le PAM

Aucune autre information n'était disponible permettant de savoir si ces besoins d'assistance technique spécifiques au GESI avaient été satisfaits.

4.2. Processus de fourniture d'AT

4.2.1. Calendrier et pertinence

Toutes les personnes interrogées ont confirmé que l'AT fournie par MQSUN+ pour la Guinée était très pertinente et opportune, car la politique nationale de nutrition était dépassée et d'autres documents stratégiques pour la mise en œuvre d'actions multisectorielles en matière de nutrition n'existaient qu'à l'état de projet. L'assistance technique est donc arrivée au bon moment pour aider le pays à finaliser ces documents. La Politique nationale multisectorielle de nutrition a été conçue pour être conforme au Plan national de développement économique et social 2016-2020 (PNDSE),¹⁴ encadrant la nutrition dans le contexte politique et économique plus large.

Certains répondants ont suggéré que le temps de consultation alloué était insuffisant, car il ne permettait pas de faire des visites sur le terrain, ce qui aurait été bénéfique. Cependant, la plupart

¹³ Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2016

¹⁴ Plan national de développement social et économique

des personnes interrogées, notamment le prestataire d'assistance technique et le point focal du SUN, ont estimé que le nombre de jours de consultation était suffisant, et que le problème résidait davantage dans le fait que le processus d'assistance technique lui-même était sérieusement retardé. Ce retard est dû à plusieurs raisons, dont le manque de réactivité du point focal technique SUN du gouvernement. Toutes les décisions et communications devaient être menées par le point focal technique SUN du gouvernement. Par conséquent, le processus était interrompu en cas d'absence et d'indisponibilité de cette personne. En raison de la durée totale du processus (près de deux ans), les consultants internationaux n'étaient pas toujours disponibles, ce qui a également contribué au retard. La confusion concernant la prise en charge des coûts logistiques a également retardé le processus, le gouvernement ayant dû demander aux partenaires nationaux de couvrir les coûts des réunions des parties prenantes. En raison de ce retard, de nombreux produits ont dû être développés simultanément plutôt que de manière successive. Par exemple, la cartographie des parties prenantes aurait idéalement dû être achevée avant l'élaboration du document de plaidoyer.

Plusieurs répondants ont mentionné que les consultants nationaux devaient consacrer plus de temps au développement de la stratégie de communication et de plaidoyer, surtout en raison des très faibles capacités nationales en matière de communication et de plaidoyer.

4.2.2. Participation des parties prenantes

Tous les membres du GTNA ont participé au développement des différents produits de l'AT en fonction de leur expertise technique. Les consultants de l'AT ont fourni des commentaires et des recommandations par e-mail. Le point focal SUN a ensuite rencontré les membres concernés du GTNA pour discuter des commentaires et des recommandations, et a ensuite fourni un feedback aux consultants. Des ateliers ont été organisés dans le pays pour développer et réviser les produits à différents stades, en associant à nouveau différents membres du GTNA ainsi que des acteurs infranationaux, notamment certains directeurs régionaux de la santé et des organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Quelques répondants ont expliqué que la nutrition n'étant pas considérée comme une priorité par le gouvernement, la sensibilisation sur ce sujet étant médiocre. C'est pourquoi, avant de commencer les ateliers, une session d'orientation sur la nutrition multisectorielle a été organisée pour s'assurer que toutes les parties prenantes étaient conscientes du processus et plus à même d'apporter des contributions pertinentes. De nombreux répondants ont estimé qu'il s'agissait d'une étape importante dans le développement des produits d'AT.

Le point focal du SUN a invité les personnes concernées à participer aux différents ateliers et réunions qui ont contribué à l'élaboration des outputs. Aucune feuille de présence n'est disponible pour ces ateliers et réunions. Les prestataires d'assistance technique ont tous déclaré qu'ils n'avaient pas leur mot à dire sur le choix des personnes à inviter à ces réunions. Ils doutaient donc que toutes les bonnes personnes aient été incluses, en particulier celles ayant suffisamment de connaissances ou de pouvoir de décision et des représentants de la société civile. Il aurait été utile de recenser les parties prenantes avant d'entamer l'élaboration des documents stratégiques de sorte à reconnaître les responsables et garantir leur inclusion dans les ateliers pertinents.

Une équipe du GTNA a également effectué des visites sur le terrain afin de recueillir des informations et des priorités au niveau régional auprès des parties prenantes locales (ONG locales, services gouvernementaux, etc.). Les prestataires d'assistance technique ont procédé à un examen des différents plans sectoriels afin de définir les priorités pertinentes pour chaque secteur. Enfin, dans le cadre de l'exercice de cartographie des parties prenantes, une équipe d'enquêteurs a rendu visite aux partenaires de mise en œuvre sur le terrain afin qu'ils remplissent un questionnaire sur leurs activités. Un répondant a suggéré qu'un consultant local par région aurait été utile, afin de mettre en avant les réalités du terrain et de garantir que les outputs incluent la perspective infranationale.

Toutes les personnes interrogées ont mentionné que, bien qu'il soit possible de fournir une assistance technique à distance, une connexion internet fiable est nécessaire, et des réunions en personne entre les parties prenantes du pays sont toujours nécessaires pour assurer la liaison avec le consultant international. Les parties prenantes ont également noté que des sessions de

travail spécifiques dans le pays, dirigées par des consultants externes, peuvent favoriser une meilleure participation et une meilleure concentration. Une personne interrogée a mentionné que le soutien à distance des consultants serait utile pour mettre à jour la politique et le plan nationaux après l'évaluation à mi-parcours (abordée plus loin).

4.2.3. Donner les moyens aux pays d'agir de manière autonome

Le point focal SUN a dirigé le processus de développement des outputs de l'AT, et les consultants de l'AT ont fourni des suggestions et des commentaires que l'équipe nationale a revus sous la direction du point focal SUN. Le point focal SUN a organisé les ateliers et les réunions dans le pays, tandis que les consultants de l'AT ont apporté leur soutien à la préparation des présentations et aux sessions de questions-réponses.

Le point focal SUN a particulièrement apprécié la perspective externe des consultants qui ont veillé à ce que les interventions à fort impact soient incluses dans le document stratégique. Lors de l'examen et de la révision de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et du Plan stratégique national multisectoriel de nutrition, les consultants de l'AT ont fourni des explications claires concernant les ajouts proposés. Cette démarche a été appréciée par plusieurs répondants, car elle a facilité le renforcement des capacités des membres du GTNA sur le terrain. En raison des capacités limitées du pays, les consultants de l'AT ont organisé deux séries de formations formelles : l'une sur la communication et le plaidoyer et l'autre sur la budgétisation. Cela a permis aux participants de s'engager pleinement dans les ateliers. Plusieurs répondants ont mentionné que l'inclusion d'un plus grand nombre de personnes dans ces sessions de formation augmenterait la capacité globale du pays.

Le partenariat entre des consultants internationaux et des consultants nationaux est considéré comme une bonne pratique pour renforcer les capacités nationales. Toutefois, l'une des personnes interrogées a souligné que le consultant national qui avait précédemment travaillé sur l'exercice de planification budgétaire 2019 ne faisait pas partie de l'équipe actuelle chargée de fournir une assistance technique à la Guinée pour la conduite d'une analyse des besoins en financement. Ceci a été considéré comme une mauvaise utilisation des capacités locales. Il a été suggéré que des consultants locaux préalablement formés devraient être considérés pour les futurs processus d'AT. Cependant, certains répondants ont suggéré que le consultant national engagé par MQSUN+ n'était pas assez expérimenté pour soutenir le développement des outputs de l'AT.

4.2.4. Genre, équité et inclusion sociale

Le GESI a été inclus dans le développement des documents stratégiques, notamment dans le développement de la politique. Une analyse de la situation a été réalisée, intégrant les avis des groupes de femmes au niveau régional, mais pas ceux des autres groupes vulnérables : les fonds étaient insuffisants pour financer des consultations similaires au niveau communautaire. Une personne interrogée a mentionné que les points focaux pour la nutrition dans les ministères sectoriels sont généralement des femmes, et que celles-ci ont donc « une meilleure compréhension des besoins des femmes ». Cependant, lors de la réunion d'approbation finale, seuls 23 (30 %) des 75 invités étaient des femmes.

La plupart des répondants n'ont mentionné la ventilation des indicateurs par sexe que comme un moyen d'inclure le GESI dans les documents stratégiques. Beaucoup ont d'ailleurs attribué la responsabilité des considérations relatives au GESI à l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES), sous l'égide du ministère de la Protection sociale, qui, selon eux, est responsable du GESI en Guinée. Bien que les documents stratégiques finaux prennent en compte le GESI, la faible sensibilisation au GESI parmi les parties prenantes interrogées semble indiquer que cette prise en compte est principalement attribuable aux contributions des consultants de l'AT.

Certains répondants ont déclaré qu'une plus grande mobilisation des acteurs infranationaux, en particulier ceux chargés de la mise en œuvre, pourrait améliorer les actions GESI spécifiques au contexte dans le développement de ces documents, notamment en ce qui concerne les besoins des populations les plus vulnérables et difficiles d'accès. Aucun répondant n'a souligné la nécessité d'une formation sur le thème de l'égalité du genre, de l'équité et de l'inclusion sociale.

Enfin, les jeunes n'ont pas été inclus dans l'élaboration des différents documents, mais plusieurs répondants ont estimé que leur participation serait importante pour la conception des futurs documents stratégiques.

4.3. Qualité des outputs de l'assistance technique

Toutes les parties prenantes interrogées ont estimé que les documents étaient de très bonne qualité et en ont été satisfaites.

4.4. Prise en compte et utilisation des outputs

En août 2021, en partie en réponse aux différents documents élaborés, une plateforme de coordination stratégique multisectorielle¹⁵ a été formellement créée par le Premier ministre (arrêté 768/PM/SGG). Un point focal a été nommé au sein du bureau du Premier ministre pour guider un groupe technique dans la mise en œuvre multisectorielle du Plan stratégique national multisectoriel et de nutrition. Initialement créée en 2019, cette plateforme n'a été officialisée qu'en juillet 2021 en raison de la pandémie de COVID-19.

Cependant, l'examen a révélé que seul petit nombre de parties prenantes utilisé actuellement les produits d'AT au niveau national. Cela est dû au fait qu'ils n'ont pas été suffisamment distribués, malgré l'organisation d'un atelier national et l'élaboration d'un plan de distribution.

La Politique nationale de nutrition et le Plan national multisectoriel de nutrition ont été présentés lors de l'atelier d'approbation national en septembre 2018, en présence des consultants du MQSUN+. Cet atelier a réuni 75 participants issus de gouvernements (y compris des représentants au niveau infranational), d'organismes des Nations Unies, d'agences multilatérales, de bailleurs et d'ONG locales et internationales.

En novembre 2018, une réunion de haut niveau sur la nutrition, accueillie par la Première Dame et à laquelle ont participé le Premier ministre et le coordonnateur du SUN, a été organisée pour faire connaître la Politique nationale multisectorielle de nutrition et le Plan national multisectoriel de nutrition. Cette réunion a également permis à toutes les parties prenantes de haut niveau de renouveler leur engagement en faveur de la nutrition (Rapport SUN 2019 Pays Guinée). Toutefois, la distribution au niveau infranational n'a pas été réalisée en raison du manque de financement et des contraintes liées à la pandémie de COVID-19.

Le calcul des coûts du Plan stratégique national multisectoriel de nutrition et les documents de plaidoyer n'ont été finalisés qu'en avril 2020. En mai 2020, la Guinée était en proie à la pandémie de COVID-19 et la table ronde prévue avec tous les bailleurs a dû être reportée. Elle a été reprogrammée pour octobre 2021 et sera complétée par des réunions de distribution sous-nationales dans toutes les régions de Guinée. Elle risque toutefois d'être encore retardée en raison du coup d'État de septembre 2021.

Le point focal SUN a l'intention de rendre les documents disponibles sur le site Web du SUN, sur le site Web de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) et sur le site Web du gouvernement. Cependant, les documents ne sont actuellement pas disponibles en ligne.

Il a été suggéré que les mêmes consultants internationaux puissent continuer à fournir une assistance à distance pour la mise à jour des documents stratégiques, et que les consultants locaux ayant précédemment pris part à l'assistance technique soient, en fonction de leurs performances, employés pour l'assistance technique future afin d'assurer la continuité et de contribuer au renforcement des capacités.

15 Comité Stratégique Multisectorielle de Nutrition

5. Messages clés et enseignements de la Guinée

5.1. Conception de l'AT

5.1.1. Participation des parties prenantes nationales et infranationales

- Inclure un budget détaillé lors de la rédaction des TdR, en précisant qui sera responsable de quoi et l'utiliser pour obtenir un engagement financier et technique. Le partage conjoint des coûts de développement de l'AT est un moyen utile d'encourager l'appropriation par le pays, la participation des parties prenantes et la responsabilité.
- Garantir la participation des parties prenantes infranationales à la conception et au processus de l'AT afin de s'assurer que leurs besoins en matière d'AT sont pris en compte, d'améliorer l'appropriation du processus et d'accroître la pertinence et l'utilisation des outputs de l'AT. Envisager de recruter des consultants locaux infranationaux pour mieux soutenir l'engagement infranational.

5.1.2. Former l'équipe de l'AT

- Prendre en compte la nécessité d'une expertise spécifique liée au genre, à l'équité et à l'inclusion sociale ainsi qu'à la nutrition au sein de l'équipe d'AT, en apportant des exemples concrets, des outils et des ressources.
- Envisager de former un binôme composé d'un consultant international et d'un consultant national afin de renforcer les capacités du pays. Ces personnes qualifiées doivent également participer à l'appui d'AT analogue fourni à l'avenir.

5.2. Processus de fourniture d'AT

5.2.1. Consensus sur les objectifs et les méthodes

- Créer une équipe centrale, comprenant des femmes et des représentants d'autres groupes marginalisés en vue d'assurer la liaison avec le consultant en assistance technique. Ainsi, le processus se poursuivra même en l'absence d'un membre de l'équipe centrale, ce qui contribuera à améliorer la prise en compte et l'utilisation futures des produits.

5.2.2. Développement des capacités

- Envisager d'inclure une phase initiale d'orientation et de renforcement des capacités en matière de nutrition et de GESI pour les parties prenantes nationales, avant le développement des outputs.

5.2.3. Participation des parties prenantes

- Recenser les parties prenantes avant d'entamer le processus d'élaboration des documents stratégiques, afin de mieux recenser les responsables des domaines clés et de la prise de décision et de veiller à ce qu'ils soient inclus dans les ateliers pertinents.

5.3. Prise en compte et utilisation des outputs

5.3.1. Approbation, lancement et diffusion

- Inclure l'élaboration d'un plan d'approbation et de distribution chiffré et financé pour tous les outputs pertinents de l'AT, y compris l'établissement des opportunités et des ressources pour faciliter la promotion et la distribution des outputs.

5.3.2. Développement des capacités

- Envisager la continuation de l'assistance technique pendant une période déterminée après la production des outputs, afin d'aider le pays à utiliser efficacement les outputs de l'assistance technique. Par exemple, dans le cas de la Guinée, cela pourrait inclure la coordination de l'utilisation du plan de plaidoyer et la mise en place de systèmes de suivi budgétaire.

Annexe 1 – Abréviations

ANIES	Agence nationale d'inclusion économique et sociale
AT	Assistance technique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCDO	Bureau des Affaires étrangères du Commonwealth et du Développement
GESI	Genre, équité et inclusion sociale
GTNA	Groupe technique de nutrition et alimentation
MQSUN(+)	Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition (Plus)
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisations non gouvernementales
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
PNDSE	Plan national de développement social et économique 2016-2020
SMS	Secrétariat du Mouvement SUN
SUN	Scaling Up Nutrition
TAN	Programme d'assistance technique pour la nutrition
TASC	Projet d'assistance technique en faveur du renforcement des capacités
TdR	Termes de référence
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

DÉVELOPPÉ PAR L'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (TASC)



Ce document a été élaboré avec le soutien de UK aid et du gouvernement du Royaume-Uni ; cependant, les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique